



Délibération n°B-2026-46
Autorisation à donner à la présidente de demander réparation dans le cadre d'une incivilité à Vaivre-et-Montoille

Membres élus ayant voix délibérative

En exercice : 5 Date de convocation : le 07 septembre 2026
Présents : 5 Quorum fixé à 3 membres
Votants : 5
Procuration : 0

Résultats du vote :

Voix "pour" : **5**
Voix "contre" : **0**
Abstentions : **0**

TITULAIRES		
	Présent(e)	Excusé(e)
Mme Edwige EME	X	
M. Thomas UDOT	X	
Mme Christelle RIGOLOT	X	
M. Jacques DESHAYES	X	
M. Jean-Claude GAY	X	

Étaient également présents
M. le colonel Stéphane HELLEU , directeur départemental des services d'incendie et de secours
M. le colonel Djamel FERRAND , directeur départemental adjoint des services d'incendie et de secours
M. le lieutenant-colonel Franck BEL , chef d'État-Major des services d'incendie et de secours
Mme Sylvie JUIN , cheffe du pôle « Administration Générale »

L'an deux mille vingt-six, le sept octobre à seize heures trente-cinq, les membres du bureau du conseil d'administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours se sont réunis, en application des articles L1424-27 et L1424-28 du code général des collectivités territoriales, sur convocation et sous la présidence de madame **Edwige EME**, présidente du service départemental d'incendie et de secours.

Cette séance s'est tenue à l'Hôtel du Département, espace Cassin.

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code général de la fonction publique,

Vu la délibération n° CA-2026-21 du 02 juillet 2026 portant délégation de compétences du conseil d'administration du SDIS au bureau du conseil d'administration du SDIS.

Après avoir entendu les précisions données par **madame Edwige EME**, rapporteuse de ce dossier, en ces termes :

Le 13 juillet 2026, aux alentours de 23h20, les secours sont engagés sur la commune de Vaivre-et-Montoille pour une personne blessée sur la voie publique.

La victime est connue des sapeurs-pompiers puisque, depuis début 2026, ils sont intervenus à cinq reprises pour la prendre en charge.

Dès leur arrivée sur les lieux, ils sont copieusement insultés et menacés par la victime, manifestement alcoolisée. Un pompier reçoit des crachats dans l'œil, tandis qu'une collègue est victime de propos outrageants en raison de son genre.

Les forces de l'ordre sont demandées en renfort. Le transport au centre hospitalier s'effectue conjointement avec l'équipe médicale du SAMU.

Ces faits graves ont conduit deux des pompiers impactés, et le SDIS conformément à la circulaire ministérielle du 20 août 2020, à déposer plainte pour « *outrages à pompier et violences volontaires sur pompier* ». La procédure instruite par la police nationale porte le numéro 2026/002181.

En l'état, les pompiers victimes n'ont pas manifesté la volonté de bénéficier de la protection fonctionnelle. Le cas échéant, et considérant les éléments en ma possession, je vous précise que la protection fonctionnelle serait accordée.

Considérant la capacité de la présidente du conseil d'administration à représenter le SDIS en justice prévue à l'article L1424-30 du code général des collectivités territoriales, il est demandé aux membres du bureau de bien vouloir dans le cadre de la procédure 2026/002181 l'autoriser à :

- demander réparation du préjudice en me constituant partie civile pour le compte du SDIS, et fixer le montant de la réparation du préjudice subi par le SDIS a minima à l'euro symbolique ;
- prendre, le cas échéant, tous les actes et réaliser toutes les démarches nécessaires à l'accompagnement de l'agent victime auprès des personnes qualifiées (avocat, huissier,...), et engager les démarches nécessaires à la mise en œuvre de la protection fonctionnelle dans le cadre du contrat souscrit auprès de SMACL Assurances.

Décision

Considérant sa capacité à représenter le SDIS en justice prévue à l'article L1424-30 du code général des collectivités territoriales, les membres du bureau, à l'**unanimité**, dans le cadre de la procédure 2026/002181 autorisent la présidente du conseil d'administration du SDIS à :

- **demander** réparation du préjudice en me constituant partie civile pour le compte du SDIS, et fixer le montant de la réparation du préjudice subi par le SDIS a minima à l'euro symbolique ;
- **prendre**, le cas échéant, tous les actes et réaliser toutes les démarches nécessaires à l'accompagnement de l'agent victime auprès des personnes qualifiées (avocat, huissier,...), et engager les démarches nécessaires à la mise en œuvre de la protection fonctionnelle dans le cadre du contrat souscrit auprès de SMACL Assurances.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

070-287000012-20261013-B-2026-46-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 14/10/2026

Publication : 15/10/2026

Pour l'autorité compétente par délégation



La présidente du conseil d'administration


Edwige EME